

Changer la France par le bas

Nos politiques, de droite comme de gauche, ont beau dire et s'agiter, ils sont impuissants face au chômage. Ils n'ont pas compris qu'on était à l'ère des cheuveux gris et de la croissance molle. Cette dernière ne peut être stimulée que par la conquête de nouveaux marchés dans les pays émergents. L'Allemagne le sait bien : malgré une démographie en berne, elle affiche une croissance plus soutenue que la nôtre et un taux de chômage faible (5 %) qui fait rêver nos élus.

L'Allemagne exporte 50 % de sa production contre 25 % pour la France car elle a réussi à devenir plus compétitive en baissant la dépense publique à 45 % du PIB contre plus de 57 % chez nous. Le reste en découle naturellement : moins de prélèvements obligatoires, plus de marges pour les entreprises et donc plus d'investissements productifs, des budgets à l'équilibre et une diminution de la dette. La politique de l'offre prônée par François Hollande restera sans effets si elle ne s'accompagne pas d'une véritable réduction des dépenses publiques, la mère des réformes.

On s'enfonce ainsi dans les déficits publics (en 2014, la richesse nouvelle créée n'a été que de 0,4 %, soit dix fois moins que la richesse empruntée : 4 points de déficit public par rapport au PIB). Ce gaspillage des

dépenses publiques est régulièrement épinglé par la Cour des comptes.

Il est pourtant possible de faire plus et mieux de services publics en dépensant moins, comme Jean-Pierre Gorges à Chartres. Ce député maire issu de la société civile n'a cessé, depuis sa première élection surprise, en 2001 (parti à l'assaut d'un bastion de gauche, il avait refusé toute alliance avec la droite officielle), de baisser chaque année le taux des impôts locaux tout en développant à un rythme impressionnant la communauté d'agglomération de Chartres. Ce miracle républicain s'explique par le bon sens et la saine gestion.

On a tout essayé pour l'emploi, sauf ce qui marche à l'étranger mais aussi chez nous, où certains territoires comme le pays de Vitry ont un taux de chômage de moins de 6 %. L'explication est simple : il faut pour cela des élus compétents, au service de l'intérêt général et, naturellement, accueillant les entreprises avec de faibles taxes sur leur activité.

La Vendée est aussi un modèle de dynamisme économique marqué par une histoire collective tragique : « *Ce qui nous a sauvés et a permis notre développement, c'est de ne rien attendre de l'Etat* », répète à l'envi Alain Gérard, l'historien de la Vendée.

Le mot est lâché : ce dont souffrent nos territoires et le pays tout entier, c'est d'être placés sous le joug du jacobinisme. Avec des réglementations qui sont pensées et imposées d'en haut par une noblesse d'Etat qui n'a d'autre expérience de la vie que celle des concours et de l'administration. Elle

regarde la France à la jumelle et a appris l'économie dans les livres.

Partout, l'administration centrale bride les initiatives et l'expérimentation et, quand elles réussissent, s'oppose à leur déploiement sur le territoire national. Dans la logique de la France centralisée, tout se passe comme si une bonne idée ne pouvait venir que d'en haut.

Une initiative réussie depuis vingt-cinq ans dans plusieurs régions comme Ardan (Action régionale pour le développement d'activités nouvelles),

Les majorités changent, mais les bureaucraties demeurent. Ainsi, nous rencontrons sous le gouvernement Valls les mêmes obstacles au bon sens que sous le gouvernement Fillon

fortement créatrice d'emplois selon les évaluations de l'Insee, reste marquée par sa glaise originelle. J'ai pu le vérifier en rencontrant tous les ministres de l'Emploi depuis quinze ans sur le thème « pourquoi imaginer des mesures nouvelles qui ne marchent pas (comme les emplois aidés), alors qu'il suffirait de reproduire par marcottage les initiatives d'en bas qui ont fait leurs preuves ? ».

L'enthousiasme initial des ministres à l'énoncé des performances d'Ardan – des dizaines de milliers d'emplois créés dans les TPE-PME, pour un coût de 6 000 euros par chômeur – développeur ainsi remis en selle – se heurte à la résistance des services centraux, rétifs

aux innovations venues d'en bas. Les majorités changent, mais les bureaucraties demeurent. Ainsi, nous rencontrons sous le gouvernement Valls les mêmes obstacles au bon sens que sous le gouvernement Fillon.

Si le Front national prospère, c'est aussi parce que ces pratiques, dignes de l'ancien régime, exaspèrent le peuple des actifs. Ils désespèrent de cette France d'en haut qui règne en raison de son appartenance plus que de sa compétence et donne trop souvent l'impression de se servir au lieu d'être

au service de l'intérêt général. L'espoir de la France est d'échapper aux jacobins incriminés de droite comme de gauche, pour redonner la liberté

aux territoires et aux entrepreneurs de prendre leur avenir en main. Il s'agit de changer de logiciel mental, en passant d'une logique d'assistance à une logique de responsabilité, d'une logique de soumission à une logique d'initiative et d'expérimentation, d'une logique jacobine à une logique girondine. Quand la réalité du terrain dépasse le rêve, alors il faut continuer à rêver. À deux ans d'élections présidentielles qui s'annoncent désemparantes, seul un chevalier blanc pourra ouvrir les portes du changement par le bas.

* Auteur de « Libérez l'emploi pour sauver les retraités : 20 propositions », Odile Jacob, 2015.



DESSINS DOBRITZ

MICHEL GODET

Pour l'auteur, membre de l'Académie des technologies, le redressement économique de la France est possible si l'État redonne de la liberté aux territoires et aux entrepreneurs.